

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Marché de veille médias presse pour le compte de l'EPMO

Marché public de Services

Application du CCAG-PI

Procédure de passation : - Procédure adaptée ouverte (services spécifiques) en application des dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 (3°) à R. 2123-7 du code de la commande publique

Technique d'achat : - Accord-cadre mono-attributaire donnant lieu à l'émission de bons de commande en application du 1° de l'article L. 2125-1 et des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

## **Article 1.OBJET DU MARCHÉ**

---

Le marché a pour objet des prestations de service de veille médias presse portant sur tous les sujets en lien avec l'EPMO.

## **Article 2.DESCRPTION DES PRESTATIONS**

---

### **2.1 Prestations relevant de la part forfaitaire**

L'accord-cadre comprend une commande initiale donnant lieu à un montant forfaitaire, qui comprend les prestations décrites à l'article 3.1 du CCTP. Ces prestations concernent la réalisation de revues de presse quotidiennes et hebdomadaires, notamment via la mise en place d'une plateforme sécurisée.

### **2.2 Prestations relevant de l'émission de bons de commande**

Les bons de commande pourront porter sur une ou plusieurs des prestations décrites à l'article 3.2 du CCTP.

## **Article 3.PRESTATIONS SIMILAIRES**

---

L'EPMO pourra confier au titulaire des prestations similaires dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

## **Article 4.RESPONSABLES DES PRESTATIONS**

---

### **4.1 Pour l'EPMO**

Le suivi des prestations est assuré par la Directrice de la communication, Mme Amélie HARDIVILLIER, ou son représentant dûment habilité à cet effet.

### **4.2 Pour le titulaire**

Dès la notification du marché, et le cas échéant conformément à son offre, le titulaire désignera une personne habilitée à assurer la conduite des prestations et communiquera ses coordonnées au responsable des prestations de l'EPMO, conformément aux dispositions de l'article 3.1.4 du CCTP.

Si cette personne n'était plus en mesure d'accomplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement le responsable des prestations de l'EPMO par tous moyens et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise. A ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner

un remplaçant, et d'en communiquer ses coordonnées au responsable des prestations de l'EPMO dans les plus brefs délais.

## **Article 5. FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD-CADRE**

---

### **5.1 Exécution de la part forfaitaire de l'accord-cadre**

Il est précisé que la notification de l'accord-cadre vaut commande des prestations faisant l'objet du montant forfaitaire annuel mentionné à l'article 5.1 de l'acte d'engagement.

Chaque reconduction vaudra commande des prestations faisant l'objet de ce montant forfaitaire annuel.

### **5.2 Modalités d'émission des bons de commande**

L'EPMO émettra des bons de commande en fonction de la survenance des besoins. Ces bons de commande préciseront les prestations dont l'exécution est demandée et en détermineront la quantité en faisant application des prix unitaires indiqués au bordereau des prix unitaires (BPU).

Chaque bon de commande devra comporter les mentions suivantes :

- La référence au présent accord-cadre
- Le numéro du bon de commande
- La désignation des prestations
- Les prix unitaires HT conformes au BPU et les quantités à exécuter
- Le montant HT des prestations
- Le taux et le montant de TVA applicable
- Le montant total TTC

Les délais d'exécution seront précisés par l'EPMO au sein de chaque bon de commande, ou dans un calendrier prévisionnel annexé au bon de commande. Le Titulaire avertit l'EPMO dès qu'il a connaissance du retard de livraison afin de lui permettre de s'organiser.

S'agissant de la diffusion de veille en cas d'urgence, le délai de diffusion à compter de la saisie de l'EPMO est de :

- 1h maximum pour les supports nationaux ;
- 2h maximum pour la presse étrangère.

Des bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Néanmoins, le délai d'exécution d'un bon de commande ne saurait excéder de manière excessive la durée contractuelle de l'accord-cadre.

#### **Article 6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE – GESTION DES DROITS D'AUTEUR**

---

Le titulaire administre pour le compte de l'EPMO les relations avec le CFC dans le cadre de l'accord-cadre. Il s'engage à obtenir toutes les autorisations nécessaires à la reproduction et à la diffusion des articles et des extraits audiovisuels qu'il fournira à l'EPMO dans le cadre du présent accord-cadre, et dans les conditions précisées à l'article 3.1.5 du CCTP.

A cet effet, le titulaire garantit à l'EPMO avoir obtenu du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), ainsi que de tout autre éventuel éditeur indépendant les autorisations nécessaires à la réalisation de la veille média, des panoramas de presse et pour leur mise à disposition sur la plateforme dédiée, accessible à l'EPMO.

Le titulaire s'acquitte des droits de propriété intellectuelle des contenus via le centre français d'exploitation du droit de copie. Les prix de la DPGF comprennent cette incidence financière.

Pour toute autre reproduction ou rediffusion par l'EPMO dans le cadre de ses missions, des articles et extraits audiovisuels transmis par le titulaire (émission de bons de commande), le titulaire devra également obtenir toutes les autorisations nécessaires, dans les mêmes conditions que celles décrites ci-avant. Ces prestations seront rémunérées au titre du BPU, dont les prix unitaires comprennent cette incidence financière.

#### **Article 7. ADMISSION DES PRESTATIONS**

---

L'admission des prestations s'effectuera dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG-PI.

#### **Article 8. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

---

Il est fait application du chapitre 6 du CCAG-PI.

#### **Article 9. CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES**

---

Il est fait application des articles 5.1 et 5.2 du CCAG-PI.

#### **Article 10. DEVELOPPEMENT DURABLE**

---

L'EPMO-VGE est engagé dans une démarche de responsabilité sociétale ambitieuse inscrite dans le cœur de ses missions de service public et décrite dans la Stratégie RSO 2021-2024 disponible sur demande. Cette démarche recouvre l'ensemble des missions de l'Etablissement ; elle a pour objet l'intégration systématique des enjeux sociaux et environnementaux dans toutes les activités. L'EPMO-VGE s'inscrit entre autres dans la transition écologique à travers trois axes d'action principaux : sobriété énergétique, décarbonation, économie circulaire.

L'EPMO-VGE œuvre à limiter l'impact de ses activités sur l'environnement notamment en promouvant un modèle de production et de consommation responsable visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre, la surexploitation des ressources naturelles, et l'émission de polluants et de substances dangereuses pour la santé.

Le titulaire doit dans cet esprit utiliser des méthodes de réalisation pour ces prestations correspondantes aux objectifs de la transition écologique : limiter les consommations d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre, intégrer les principes de l'économie circulaire, former les salariés sur ces enjeux.

#### **Protection de l'environnement :**

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire s'engage donc à adopter des pratiques respectueuses de l'environnement, en particulier dans les domaines suivants :

- Sobriété numérique : Le titulaire appliquera les principes de sobriété numérique en sélectionnant des outils et services optimisés pour limiter la consommation de données, d'énergie et la surcharge des infrastructures numériques.
- Hébergement responsable : Les outils numériques utilisés pour la veille devront autant que faire se peut être hébergés sur des serveurs alimentés par des énergies renouvelables ou ayant une faible empreinte écologique.

## **Article 11.        PRIX DU MARCHÉ**

---

### **11.1      Forme des prix**

Les prestations décrites à l'article 2.1 du présent CCAP donnent lieu à des prix forfaitaires, fixés dans la DPGF.

Les prestations décrites à l'article 2.2 donnent lieu à des prix unitaires, fixés dans le BPU.

Tous ces prix sont définitifs et réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que :

- Les droits d'auteur (pour la proportion des destinataires indiquée au CCTP)
- Les autorisations auprès du CFC
- Conseils auprès de l'EPMO
- Toutes les charges afférentes à la réalisation des prestations énoncées au présent CCAP et au CCTP

- L'obligation de résultat du titulaire
- Toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Ils sont révisables et établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de remise des offres. Ce mois est appelé le « mois zéro » (M0).

Cette révision s'effectue annuellement à la date anniversaire de la notification du marché par application de la formule suivante :

$$P = P_0 * (I / I_0)$$

I = Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 70.21 – Services de relations publiques et communication - Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes - Identifiant : 010766583

Dans laquelle :

P : prix révisé,

P<sub>0</sub> : prix au mois M0,

I: valeur de l'indice connu à la date de révision des prix,

I<sub>0</sub> : valeur de l'indice connu au mois M0.

Le coefficient obtenu sera arrêté à la troisième décimale.

La révision des prix fera l'objet d'une vérification et d'une validation par l'EPMO.

En cas de disparition de l'indice, les parties conviendront d'un indice de remplacement qui sera fixé par avenant.

## **11.2 Clause de réexamen**

En application des dispositions de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié dans l'hypothèse suivante sans qu'il soit nécessaire de recourir à un avenant signé des deux parties.

Si des prestations associées s'avéraient nécessaires, notamment des prestations relatives au CFC, d'autres prestations de revue de presse ou des veilles médias d'autres sources que celles énoncées au BPU, et qu'elles n'avaient pas été prévues dans le bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement, ces prix unitaires nouveaux pourront être intégrés au BPU dans les conditions suivantes :

-Le titulaire remettra au représentant de l'EPMO un nouveau bordereau des prix unitaires faisant apparaître de manière lisible (police de caractère d'une autre couleur) les nouveaux prix unitaires (reprise du BPU initial avec les nouvelles lignes) ;

-Le représentant de l'EPMO analysera les propositions de prix unitaires ainsi transmises. Il pourra demander au titulaire de revoir les prix proposés s'il considérait ces derniers comme étant surévalués. Le titulaire pourra ainsi être tenu de démontrer que les prix proposés n'excèdent pas les prix couramment constatés et pratiqués pour les prestations associées en cause ;

-Après accord sur les nouveaux prix unitaires, le représentant de l'EPMO notifiera au titulaire le nouveau BPU, qui deviendra ainsi contractuel et se substituera au BPU initial ;

-A l'issue de cette notification, le représentant de l'EPMO pourra émettre des bons de commande sur la base de ces nouveaux prix.

Cette faculté est encadrée de la manière suivante :

-la liste des nouveaux prix, associés aux nouvelles prestations ainsi insérées dans le BPU, ne pourra excéder 10% du nombre total de lignes figurant dans le BPU qui avait été joint à l'acte d'engagement au moment de la notification du marché. Le respect de ce seuil permet ainsi de garantir le maintien de l'équilibre économique du marché résultant de la mise en concurrence ;

-les nouveaux prix devront correspondre à des prestations associées relevant du périmètre du marché et ne pas conduire à une modification de l'objet du marché ;

-ces nouveaux prix pourront être intégrés soit en une seule fois (un seul ordre de service atteignant le seuil de 10% précité) soit en plusieurs fois (plusieurs ordres de service jusqu'à atteindre le seuil de 10% précité).

-si des modifications devaient intervenir au-delà du seuil de 10% précité, un avenant devra être conclu conformément aux dispositions du code de la commande publique ;

-Il est entendu que la mise en œuvre de cette clause de réexamen n'entraîne pas la modification du montant maximum prévu pour l'accord-cadre.

## **Article 12. PAIEMENT DES PRESTATIONS**

---

### **12.1 Avance**

Une avance est versée au titulaire dans les conditions fixées à l'option A de l'article 11.1 du CCAG-PI et aux articles R. 2191-16 à R. 2191-19 du Code de la commande publique, sauf si celui-ci y renonce dans l'acte d'engagement.

L'avance versée est de 30% pour le titulaire qui est une PME et de 5% pour les autres.

Dans le respect des dispositions de l'article R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance s'imputera sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteindra 50% du montant toutes taxes comprises du marché. Il devra être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteindra 80% du montant toutes taxes comprises du marché.

## **12.2 Paiement de la part forfaitaire**

Le paiement des prestations forfaitaires s'effectuera de façon trimestrielle, pour un montant correspondant à  $\frac{1}{4}$  du montant forfaitaire annuel fixé à l'article 5.1 de l'acte d'engagement.

## **12.3 Paiement de la part à commandes**

Les prestations seront réglées sur présentation d'une facture pour chaque bon de commande émis sur la base des prix unitaires fixés dans le BPU.

## **12.4 Délai global de paiement**

L'EPMO se libérera des sommes dues par virement bancaire dans un délai de trente (30) jours à compter soit de la réception de la facture, soit de la date de fin d'exécution des prestations si celle-ci est postérieure à la date de réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai, fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne, majoré de 8 points.

## **12.5 Cession ou nantissement de créances**

Le titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions des articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

# **Article 13. FACTURATION**

---

## **13.1 Contenu des factures**

En cas de cotraitance, le mandataire du groupement est seul habilité à présenter l'ensemble des factures à l'EPMO.

Chaque facture devra comporter, conformément aux dispositions de l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, notamment les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la raison sociale, le n° SIRET, le n° de TVA intra-communautaire et l'adresse du titulaire ;
- la désignation de la personne publique contractante à savoir l'EPMO ;
- le numéro de la facture ;
- le numéro du marché, du bon de commande ;



- la désignation des prestations effectuées ;
- le montant H.T. détaillé des prestations et les quantités ;
- le taux de TVA en vigueur et son montant ;
- le montant total TTC des prestations ;
- le numéro du compte bancaire du titulaire.

### **13.2 Obligation d'envoi de factures dématérialisées**

En application des dispositions des articles L. 2192-1 à L. 2192-7 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du code de la commande publique, le titulaire est invité à adresser sa facture au format électronique sur le portail mutualisé de l'État Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Il est rappelé que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 (article 3 de l'ordonnance du ° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique), seul l'envoi d'une facture électronique est légalement possible et concerne tous les opérateurs économiques quelle que soit leur taille (grandes entreprises, ETI, PME et micro-entreprises).

### **13.3 Envoi des factures dématérialisées**

Les factures sur déposées sur le portail Chorus Pro à l'aide des informations suivantes :

- Le SIRET de l'EPMO : 180 092 447 00010 ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro d'engagement juridique et le code service qui seront communiqués au titulaire après la notification du marché.

En cas de difficultés, le titulaire peut prendre l'attache du service en ligne du portail Chorus Pro.

---

## **Article 14. PENALITES**

L'EPMO se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités au titulaire en cas de manquement dans l'exécution des prestations.

Par dérogation au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 14.1.1 du CCAG-PI, l'EPMO n'invitera pas préalablement le titulaire à présenter ses observations.

L'article 14.1.3 du CCAG-PI s'applique.

Les pénalités sont les suivantes :

- En cas de retard sur les délais d'exécution prévus dans le CCTP ou le bon de commande (cf. article 5.2 du présent CCAP), le titulaire encourt une pénalité de trente (30) euros par heure de retard (pour les délais exprimés en heures et de deux-cent (200) euros par jour ouvré de retard (pour les délais exprimés en jours).
- En cas de manquement aux dispositions des documents de l'accord-cadre ou au mémoire technique du titulaire, une pénalité de deux-cent (200) euros par manquement constaté est appliquée.
- Tout oubli d'articles de fond dans lequel l'EPMO ou ses membres seraient cités fera l'objet d'une pénalité forfaitaire de trente (30) euros par article oublié.
- En cas d'indisponibilité de la plateforme dédiée supérieure à 5 jours ouvrés, une pénalité de trente (30) euros par jour ouvré supplémentaire d'indisponibilité sera appliquée, jusqu'à rétablissement du service.

Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

#### **Article 15. SOUS-TRAITANCE**

---

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations à condition d'avoir obtenu de l'EPMO l'acceptation de chaque sous-traitant ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement. Il est rappelé qu'en application des dispositions de l'article L. 2193-3 du code de la commande publique, **le titulaire ne peut intégralement sous-traiter l'exécution des prestations du présent marché.**

Si la demande d'acceptation et d'agrément n'a pas été faite au moment du dépôt de l'offre pour l'attribution du marché, elle pourra avoir lieu à tout moment pendant la durée du marché. A cette fin, le titulaire devra présenter un formulaire DC4 renseigné et disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat-par-sous-traitant>.

Lorsque le montant des prestations est égal ou supérieur au seuil de l'article D.8254-1 du code du travail, le sous-traitant transmet l'attestation de régularité fiscale, de paiement des cotisations sociales et le document d'immatriculation.

La déclaration de sous-traitance doit en tout état de cause être adressée à l'EPMO avant tout début d'intervention du sous-traitant.

En cas de non déclaration d'un sous-traitant, le titulaire pourra se voir infliger une pénalité forfaitaire de 1 000 euros ainsi qu'une pénalité de 100 euros par jour calendaire, dont le point de départ est la date de découverte du sous-traitant non déclaré jusqu'à la date de notification de l'acte spécial par courrier recommandé avec accusé de réception.

Cette pénalité sera appliquée, le cas échéant, sans mise en demeure préalable, sur simple constat du manquement.

En outre, cette pénalité n'exonère pas le titulaire des risques de résiliation pour faute auxquels il s'expose conformément au f) de l'article 39-1 du CCAG-PI.

En tout état de cause, le titulaire reste responsable de toutes les obligations résultant du marché y compris celles qui sont sous-traitées.

Lorsque le montant des prestations sous-traitées est supérieur à 600€ TTC, le sous-traitant est payé directement par l'EPMO.

## **Article 16. ASSURANCE**

---

Le titulaire est responsable des dommages de toute nature qui pourraient être occasionnés aux biens ou aux personnes, de l'EPMO ou non, de son fait, ou du fait des biens dont il a la garde ou des personnes dont il est responsable.

Il s'engage, en conséquence, à contracter toutes les polices d'assurances nécessaires à la couverture de ces risques et à produire les attestations afférentes dans un délai de quinze (15) jours suivants la notification du marché et avant le début de l'exécution des prestations.

Le titulaire fait en outre son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations et renonce à tout recours contre l'EPMO, excepté en cas de faute ou malveillance de celui-ci.

## **Article 17. SITUATION FISCALE ET SOCIALE**

---

Le titulaire devra fournir tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution des prestations, les documents listés par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes et contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000038318472/>

En cas de non remise des documents susmentionnés et après notification d'une mise en demeure restée infructueuse sous sept (7) jours :

- le titulaire pourra se voir infliger une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard après l'issue du délai imparti pour fournir les documents,
- ou bien,

- le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

Le choix de l'alternative retenue relève de l'EPMO.

## **Article 18. RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE**

---

1. Conformément à l'article 1 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la république, le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs options politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

En premier lieu, ces personnes s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles apparences ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions.

Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

En deuxième lieu, ces personnes s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers.

A ce titre, le titulaire informe l'EPMO des mesures mises en œuvre dans le cadre de l'exécution du présent marché pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

2. Le titulaire veille à ce que toute personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du présent marché, notamment ses sous-traitants, s'assure également du respect des principes et obligations énumérés ci-avant.

Il s'assure à cet effet que les contrats de sous-traitance comportent les clauses nécessaires au respect de ces obligations, et fournira les contrats à l'EPMO si celui-ci en demande la communication, notamment à l'occasion des demandes d'acceptation de sous-traitants.

3. Le titulaire veille à permettre à tout usager ou agent de l'EPMO de signaler tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité constaté au cours de l'exécution du marché.

L'EPMO informe le titulaire, ou est informé par le titulaire sans délai de tout manquement à ces principes. Le titulaire informe l'EPMO des mesures prises pour y remédier.

4. Le Titulaire doit être en mesure de fournir à l'EPMO tout document ou outil de suivi des mesures destinées à assurer l'application des principes de laïcité et de neutralité.

5. En cas de constat de non-respect des obligations mentionnées ci-dessus, l'EPMO prononce :

- une pénalité forfaitaire d'un montant de 500 € à l'encontre du titulaire en cas de manquement établi de tout personnel placé sous son autorité, ainsi que de tout personnel placé sous l'autorité de l'un de ses sous-traitants, aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité, et notamment à l'interdiction de manifester ses opinions politiques ou religieuses, à l'obligation de traiter de façon égale toutes les personnes, et au respect de la liberté de conscience et de la dignité de toutes les personnes. Cette pénalité s'applique par manquement constaté ;
- une pénalité forfaitaire de 250 euros à l'encontre du titulaire par jour d'absence d'action correctrice à la suite d'un manquement aux principes d'égalité, neutralité et de laïcité constaté au cours de l'exécution du contrat. Cette pénalité s'applique par jour à compter du constat de la carence du titulaire à mettre en œuvre les actions correctrices prévues au contrat ;
- une pénalité de 50€ par jour de retard, après expiration d'un délai de trois (3) jours ouvrés à compter de la date de réception de la mise en demeure de produire les documents de suivi mentionnés au point 4 du présent article ;

Ces pénalités peuvent être cumulées le cas échéant.

Par ailleurs, en cas de cinq (5) manquements ou d'un manquement d'une particulière gravité, l'EPMO prononce la résiliation du contrat pour faute du titulaire, selon les modalités définies à l'article 39.1 du CCAG-FCS. L'EPMO notifie au préalable une mise en demeure au titulaire afin de l'informer de la sanction envisagée, et lui demande de présenter ses observations dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze (15) jours calendaires à compter de la réception du courrier de mise en demeure. Si cette mise en demeure s'avère infructueuse, l'EPMO prononce la résiliation pour faute du contrat. La résiliation est prononcée aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 39.1 du CCAG-PI. Ces sanctions contractuelles sont sans préjudice des sanctions pénales qui seraient prononcées suite à une plainte émanant d'un usager ou d'un tiers et visant le titulaire ou l'un de ses préposés en lien avec des faits de discrimination tels que définis par les articles 225-1 et suivants du code pénal.

## **Article 19. LITIGE ET RESILIATION**

---

### **19.1 Litige**

Le représentant de l'EPMO se réserve la faculté de régler à l'amiable tout différent éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations. Dans ce cadre, il sera fait application de l'article 43.1 du CCAG-PI.

En cas de procédure contentieuse, le Tribunal Administratif compétent est le Tribunal Administratif de Paris – 7, rue de Jouy – 75 181 Paris Cedex 04.

## **19.2 Résiliation**

L'EPMO se réserve la faculté de résilier le présent marché dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-PI.

## **Article 20. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

---

L'article 14 (pénalités) du présent document déroge au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 14.1.1 du CCAG-PI.

\*\*\*